



HAL
open science

Protester sur le web chinois (1994-2011)

Séverine Arsène

► **To cite this version:**

Séverine Arsène. Protester sur le web chinois (1994-2011). *Le Temps des médias. Revue d'histoire*, 2012, 18 (1), pp.99-110. 10.3917/tdm.018.0099 . hal-00773738

HAL Id: hal-00773738

<https://hal.science/hal-00773738>

Submitted on 14 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Protester sur le Web chinois (1994-2011)

Séverine Arsène¹

Docteure en science politique, IEP de Paris

Yahoo ! Fellow, Georgetown University, Washington DC (2011-2012)

Membre du laboratoire Communication et Politique

Chercheuse associée au Centre Français d'Etudes sur la Chine contemporaine

Article publié dans *Le Temps des médias*, n°18, 2012

Résumé

Depuis les premières connexions Internet internationales en Chine en 1994, les Chinois sont les internautes les plus nombreux du monde et ils profitent d'une variété considérable de services en ligne. En dépit de la censure, Internet leur a offert un répertoire de protestation unique. Non seulement les dissidents y ont trouvé un moyen de faire circuler leurs idées, mais l'ensemble des citoyens disposent d'un outil pour partager leurs indignations. Toute une culture populaire propice à la critique, à l'ironie et à la contestation se développe au sein de la jeunesse chinoise.

Summary

After the first international internet connections became available in China in 1994, the Chinese became the most numerous Internet-users in the world and they began to enjoy a considerable variety of online services. Despite censorship, the Internet has offered them a unique repertoire of tools of protest. It is not only political dissidents who have found a way of making their ideas spread, but all Chinese citizens who possess a tool to share their concerns and indignation. In fact, there is an entire culture favorable to criticism, to irony, and to challenging the government, which has developed among Chinese youth.

Introduction

Le premier courrier électronique reliant la Chine à un autre pays a été envoyé depuis Pékin vers l'université de Karlsruhe en Allemagne le 20 septembre 1987. Son contenu était « Par-delà la Grande Muraille, nous pouvons atteindre tous les recoins du monde », en allemand et en anglais. Avec près de vingt-cinq ans de recul, ce message peut aujourd'hui sembler ironique puisque l'image de la Grande Muraille est aujourd'hui couramment utilisée pour désigner les technologies qui permettent d'isoler le web chinois du reste du monde et de censurer les contenus qui y circulent (le jeu de mots fonctionne mieux en anglais: *the Great Firewall of China*). Malgré tout, les Chinois sont devenus les internautes les plus nombreux du monde et ils profitent d'une quantité et d'une variété considérables de services en ligne. En dépit de la censure mise en place par les autorités, et même si le divertissement reste majoritaire, on assiste ainsi à l'émergence d'un « espace des mouvements sociaux »² tout à

¹ Auteure de *Internet et politique en Chine*, Paris, Karthala, 2011.

² Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n°77, 2007, p. 131-151.

fait singulier en Chine. Cet espace dépasse le cadre de la dissidence et du « Mouvement pour la démocratie », même s'il le sert également. La répression dont celui-ci a fait l'objet l'a empêché de se faire connaître auprès du grand public et surtout de construire un héritage sur lequel bâtir une action de long terme³. Les dissidents trouvent aujourd'hui sur Internet un moyen de faire circuler leurs idées à une échelle inédite et de se mettre en réseau. Au-delà de ce mouvement, Internet permet à l'ensemble des citoyens de partager leurs préoccupations et de trouver du soutien lorsqu'ils sont victimes d'injustices. En effet des milliers de citoyens adressent déjà chaque année des doléances à l'administration au travers des nombreux « Bureaux des lettres et des visites »⁴, mais très peu de ces revendications aboutissent. Lorsqu'ils sont confrontés à des injustices, les Chinois savent s'appuyer sur la loi pour exploiter les contradictions de l'Etat et obtenir gain de cause⁵. Cependant ces protestations sont souvent confinées à une échelle locale et portent le plus souvent sur des problèmes très circonscrits. Dans ce contexte Internet a offert aux Chinois un répertoire de protestation extrêmement important en permettant l'émergence d'une opinion publique à l'échelle nationale, dont les autorités doivent désormais tenir compte. Par-dessus tout, c'est toute une culture populaire propice à la critique, à l'ironie et à la contestation qui se développe au sein de la jeunesse chinoise. Aussi désordonnée, conflictuelle et parfois superficielle soit-elle, son émergence n'en a pas moins transformé très profondément les relations entre les autorités et la population.

Afin de retracer l'émergence progressive de cet espace de contestation, cet article s'appuie essentiellement sur les archives de presse traitant des scandales dans lesquels Internet a joué un rôle important. Les sites Internet *China Digital Times* (UC Berkeley), *East South West North* (Roland Soong, journaliste) et *China Media Project* (Université de Hong Kong) constituent des sources importantes. En effet ils effectuent depuis les premiers temps de l'Internet chinois une veille constante de ces événements, avec une attention toute particulière aux réactions des internautes, ce qui est précieux même si cela ne saurait constituer un archivage représentatif des débats en ligne. La presse officielle chinoise (*Quotidien du Peuple*, *Global Times* par exemple) permet également de retracer le positionnement du gouvernement sur ces questions et de recroiser les données fournies dans d'autres sources.

Mise en place de l'infrastructure et premiers usages

La mise en place des premières « dorsales » (*backbones*), infrastructures qui supportent l'essentiel des flux d'informations sur le territoire chinois et qui relie la Chine aux réseaux étrangers, se fait progressivement au cours des années 1990⁶. En 1989 l'Académie des

³ Béja Jean-Philippe, *À la recherche d'une ombre chinoise : le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Paris, Seuil, 2004.

⁴ Thireau Isabelle et Hua Linshan, *Les ruses de la démocratie : protester en Chine*, Paris, Seuil, 2010.

⁵ O'Brien Kevin J et Li Lianjiang, *Rightful resistance in rural China*, New York, Cambridge University Press, 2006.

⁶ Sur la mise en place des réseaux, voir notamment Milton Mueller et Tan Zixiang, « Controlling the computer: China confronts the Internet », in *China in the information age: telecommunications and the dilemmas of reform*, Westport, Connecticut, Praeger, 1997, p.81-99.

Sciences de Chine lance la construction d'un réseau interuniversitaire nommé NCFC (futur CSTNET), qui établit un lien avec des terminaux Internet aux Etats-Unis. La mise en service de ce réseau en avril 1994 est considérée comme l'acte d'entrée de la Chine dans le réseau Internet mondial. Parallèlement, l'Université Tsinghua, l'Université de Pékin et d'autres partenaires mettent en place le réseau CERNET. Les projets universitaires se multiplient et développent des réseaux régionaux, mettant en place une part importante de l'infrastructure du pays. A partir de 1995 de nouveaux réseaux sont mis en service, cette fois à vocation commerciale. Les principaux sont CHINANET et dès 1996 ChinaGBN. A l'issue de plusieurs réorganisations dans ce secteur au cours des années 1990 et 2000, l'essentiel des flux de données qui circulent sur le web chinois passe par 6 réseaux interconnectés, qui disposent chacun d'au moins une interconnexion internationale.

Ces deux décennies ont donc vu une croissance exponentielle du nombre d'internautes en Chine. Au début des années 1990, alors que le grand public chinois n'a pas encore accès à Internet, de nombreux Chinois s'y initient depuis l'étranger. La diaspora chinoise est ainsi très dynamique pour établir des sites Internet, des listes de diffusion et des publications en ligne. Parmi des dizaines d'initiatives, le *China News Digest*, fondé en 1989 aux Etats-Unis est l'une des premières publications en ligne, diffusé auprès de 340 000 personnes dans le monde vers 1996⁷.

En Chine même, la première génération d'internautes est d'abord constituée d'un tout petit nombre d'universitaires. Les étudiants, qui disposent d'un accès privilégié au matériel informatique des universités, viennent rapidement grossir les rangs des internautes chinois. Ils s'enthousiasment pour les premiers forums de discussion, les *Bulletin Board Systems* (BBS) où ils échangent toutes sortes d'informations, aussi bien sur la vie de l'université que sur l'actualité politique nationale ou la vie culturelle locale.

Progressivement, des services très diversifiés et très dynamiques se mettent en place. Les premiers portails généralistes sont mis en ligne, comme Sina (1997) ou Sohu (1996). Ils reproduisent des sources d'information officielles et fournissent des services diversifiés comme le courrier électronique en ligne, des forums et des blogs. Les BBS hébergés par des portails généralistes ou par des sites internet de journaux comme le Quotidien du Peuple (notamment le forum *Qiangguo Luntan*, « Pour une Chine Plus Forte ») connaissent un succès rapide et sans équivalent, de même que les messageries instantanées comme ICQ et surtout QQ.

Au cours des années 2000, le commerce en ligne se développe avec des sites comme Taobao (un équivalent de Ebay) par exemple. La prolifération des blogs est également très marquante. Vers 2005 les réseaux sociaux commencent à se développer, comme Xiaonei, une copie de Facebook qui s'appellera ensuite Renren. En 2010 on ne parle plus que du succès des différents services de micro-blogging, nommés Weibo.

Cette prolifération de services accompagne bien entendu la croissance très importante du nombre d'internautes en Chine. En 1997 on compte 620 000 internautes qui peuvent visiter 1500 sites environ, ce qui reste encore très limité. Ils sont plus de 513 millions à l'heure où

7 Wu Xu, *Chinese cyber nationalism : evolution, characteristics, and implications*, Lanham, Lexington Books, 2007, p. 19-20.

ces lignes sont publiées, ce qui représente désormais plus de 38% de la population chinoise⁸.

Les premiers internautes chinois étaient en général très jeunes, très majoritairement des hommes, presque exclusivement urbains, et avec une éducation largement au-dessus de la moyenne (notamment à cause de la prééminence des étudiants). Cette tendance s'atténue peu à peu, avec une présence plus grande des femmes au fil du temps, et avec la diffusion progressive d'Internet vers des villes plus petites et plus récemment dans les campagnes. En somme, l'utilisation d'Internet en Chine, comme ailleurs, se popularise très rapidement, amenant en ligne des individus de plus en plus diversifiés.

Ce développement d'Internet en Chine s'est d'emblée posé comme un dilemme pour les autorités chinoises. Le développement des nouvelles technologies et d'Internet en particulier se présente comme une promesse de croissance et de développement économique, ce qui est indispensable à la stabilité sociale et politique et au retour de la Chine parmi les grandes puissances mondiales. C'est donc une priorité pour les autorités. De plus le divertissement, la consommation et l'expression individuelle sont des éléments centraux du modèle économique et social adopté depuis le début des années 1980 et Internet en est un vecteur privilégié. Il n'est pas question cependant de tolérer l'usage d'Internet à des fins politiques. Aussi, en même temps que les internautes sont encouragés à se divertir en ligne, des outils de censure et de surveillance sont-ils mis en place pour éviter tout débordement.

La censure et son contournement

Cette préoccupation se traduit dès les années 1994-1996 par une série de régulations qui viennent encadrer la mise en place des réseaux, leur exploitation et leur utilisation. Le système de contrôle fonctionne sur au moins trois plans. Il repose tout d'abord sur l'interdiction d'établir une connexion Internet internationale indépendamment des réseaux officiels. Or sur ceux-ci sont installés des filtres qui bloquent l'accès à certains sites, notamment ceux d'associations de défense des Droits de l'Homme ou certains médias occidentaux comme Wikipedia. Ce système de filtrage des contenus est surnommé le "Grand Pare-feu"⁹.

Un deuxième niveau de contrôle consiste en une kyrielle de lois et de règlements qui s'enrichit à l'arrivée de chaque nouveau service. Tous les sites qui offrent la possibilité de commenter les informations ou d'écrire son propre blog sont légalement responsables des contenus publiés par les internautes. La loi les oblige à engager des employés pour surveiller les contenus, ou bien à mettre en place des systèmes de filtrage automatique, faute de quoi les forums de discussion peuvent être fermés. Les fournisseurs de services sont également tenus de communiquer les coordonnées de leurs utilisateurs à la demande des autorités. De fait ce sont les fournisseurs de services qui exercent la plus grande partie de la censure au quotidien.

8 Sur les chiffres depuis 1997, voir le rapport semestriel CNNIC. *Statistical Report on Internet Development in China*. <http://www1.cnnic.cn/en/index/00/02/index.htm>.

9 Sur la mise en place du cadre juridique et sur la censure, voir « China », OpenNet Initiative, June 15, 2009. <http://opennet.net/research/profiles/china>.

La troisième dimension, et peut-être la plus importante, est l'autocensure. Depuis 1996, tous les internautes doivent normalement s'inscrire auprès du bureau de police local pour pouvoir souscrire à un abonnement Internet, mais cela ne semble pas appliqué. En revanche depuis 2009 les autorités ont imposé l'identification des internautes auprès des fournisseurs de services pour toute ouverture de compte. Le « système de noms réels » est également imposé dans les hôtels, les cybercafés, pour ouvrir un blog et il est en discussion pour le cas du microblog. Ces procédures sont inégalement appliquées et largement contournées, par exemple en fournissant de fausses informations qui ne sont pas vérifiées. Cependant tout est fait pour rappeler aux internautes qu'ils sont surveillés et pour les amener à s'autocensurer.

Ces règles s'accompagnent d'opérations régulières et très médiatisées de fermetures massives de sites Internet « pornographiques » et de cybercafés clandestins. Des BBS très populaires ont dû fermer ou restreindre leur accès faute de vouloir mettre en place une modération des contenus a priori, comme Yitahutu, hébergé par l'Université de Pékin, en 2004 qui a dû limiter son accès aux seuls étudiants de l'université. Surtout, de nombreux internautes ont été arrêtés pour avoir publié des contenus passibles « d'incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat », comme ce fut le cas de Huang Qi en 2000 pour avoir mis en ligne le site www.6-4tianwang.com (à propos du 4 juin 1989), ou de Liu Xiaobo en 2009 pour la Charte 08.

La mise en place de ce système de censure ne va pas sans son contournement immédiat par les internautes, avec par exemple des systèmes tels Tor ou Ultrasurf qui rivalisent d'ingéniosité pour dissimuler l'origine des paquets d'information ou les faire circuler par des serveurs à l'étranger.

Des moyens très classiques de contournement de la censure, comme l'allusion, le jeu de mot ou le dessin trouvent également leur place sur le web chinois. Par exemple, certains BBS et messageries instantanées empêchent l'affichage de mots-clés tels que « Hu Jintao ». Il suffit pourtant de remplacer les caractères par des homophones ou d'intercaler des signes de ponctuation (« Hu!Jin,Tao ») pour contourner ce système. L'inventivité dans ce domaine est telle qu'il est impossible pour les autorités de supprimer tous les contenus problématiques. En 2010, lors de la nomination de Liu Xiaobo au Prix Nobel de la Paix, il n'a pas suffi de bloquer les termes « Liu Xiaobo » ou « Nobel », mais aussi « Norvège » et finalement « chaise vide », puisque le lauréat ne pouvait pas se rendre en Norvège pour recevoir son prix.

La mise en place de nouveaux répertoires de protestation

Très rapidement toutes ces stratégies sont mises à profit par des dissidents pour contourner la censure, établir des réseaux nationaux et internationaux et coordonner des actions de protestation en Chine¹⁰.

L'envoi en masse de courriers électroniques est utilisé pour mener de véritables campagnes politiques. En mars 1998 Lin Hai est arrêté pour avoir transmis 30 000 adresses email à une newsletter pro-démocratie aux Etats-Unis. Des activistes créent également des listes de diffusion pour partager des informations sur l'actualité politique du pays et pour tenter de

10 Sur les différentes stratégies de protestation, voir Michael Chase, et James Mulvenon, *You've Got Dissent! Chinese Dissident Use of the Internet and Beijing's Counter-Strategies*, Santa Monica, RAND, 2002.

coordonner un réseau national de dissidents. C'est notamment un moyen pour les dissidents exilés après 1989 de continuer leurs activités politiques à distance en faisant circuler des informations auxquelles ils n'auraient pas accès autrement. Par le même biais, des pétitions et des lettres ouvertes circulent à travers toute la Chine. Par exemple en décembre 1998, 274 dissidents de 20 provinces demandent la libération de Zhang Shanguan, condamné à dix ans d'emprisonnement pour avoir accordé un entretien à Radio Free Asia au sujet d'émeutes en milieu rural. La « Charte 08 », pour laquelle Liu Xiaobo a été arrêté et condamné en 2009, n'a pas circulé différemment.

Des sites Internet sont créés pour publier des informations sur les événements du 4 juin 1989 ou des libelles sur les Droits de l'Homme en Chine. En 2000 par exemple, Ding Zilin, une « mère de Tiananmen » qui milite pour faire reconnaître les événements au cours desquels elle a perdu son fils, fait héberger sur le site de Human Rights in China une pétition pour le 11^{ème} anniversaire du 4 juin. Tous ces textes, ainsi que des articles de presse en chinois ou traduits de l'anglais et une foule de matériaux propices à la réflexion politique sont relayés et abondamment discutés sur les différents BBS¹¹.

Enfin le courrier électronique (avec le SMS) sert à coordonner des manifestations à l'échelle locale. Par exemple le 25 avril 1999, la secte Falungong utilise ce moyen, ainsi que le téléphone portable, pour organiser un sit-in silencieux qui durera 18 heures, rassemblant entre 10 000 et 15000 personnes devant la résidence présidentielle de Zhongnanhai afin de protester contre son interdiction. Cet événement est un véritable choc pour les autorités qui ne l'ont pas anticipé. Il donnera lieu à des arrestations massives quelques semaines plus tard.

Si les dissidents chinois s'emparent d'Internet pour faire passer des messages pro-démocratie et contre le régime de parti unique, le développement de ces nouveaux répertoires de protestation est en fait mis au service d'agendas très variés. En particulier, on voit naître un « cybernationalisme chinois »¹² particulièrement vigoureux, qui conduit les jeunes internautes chinois à explorer des répertoires de protestation d'autant plus osés qu'ils ne craignent pas d'être accusés de manquer de loyauté envers leur pays.

Les relations entre la Chine et le Japon sont particulièrement propices à ce type de protestations. En 1996 par exemple, une crise éclate au sujet des îles Diaoyu qui font l'objet d'un conflit territorial entre la Chine et le Japon. Des Japonais y posent une bouée, entraînant des réactions très violentes sur les BBS chinois. De jeunes internautes chinois utilisent ces BBS pour appeler à des manifestations, et menacent même de bombarder l'ambassade du Japon, ce qui finit par inquiéter les autorités chinoises. Plusieurs BBS sont fermés, notamment Yang Guang Chuang Yi, un forum de l'université de Pékin. En mai 1999 un autre incident du même type éclate à la suite du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade par un avion américain de l'OTAN, de même que lors de l'atterrissage accidentel d'un avion américain sur l'île de Hainan, en 2001. A chaque fois, les forums chinois sont le lieu d'échanges très violents contre « l'impérialisme américain ». En particulier le BBS Qiangguo Luntan, tenu par le site du Quotidien du Peuple, est très célèbre pour héberger ce

11 Yang Guobin, "The Co-evolution of the Internet and Civil Society in China", *Asian Survey*, vol. 43, n° 3, 2003, p.405-422.

12 Wu Xu, op. cit.

type de débats sur le retour de la Chine parmi les grandes puissances et sur la nécessité de laver les humiliations du siècle dernier.

Les jeunes nationalistes chinois inaugurent également un autre élément du répertoire de l'activisme en ligne : le piratage de sites internet ou *hacking*. En 1998, des émeutes ont lieu en Indonésie, lors desquelles des centaines d'Indonésiens appartenant à la minorité chinoise sont tués. De nombreux internautes chinois critiquent la réaction, jugée trop molle, du gouvernement chinois. De jeunes pirates informatiques, qui se réclament d'un forum de discussion nommé Green Corps, prennent alors l'initiative de pirater des centaines de pages Internet indonésiennes.

Les autorités laissent dans un premier temps s'exprimer ce sentiment patriotique qui ne fait que renforcer leur légitimité. Elles se trouvent cependant assez vite dépassées par la violence de ces mouvements, ce qui les pousse à intervenir, par exemple en faisant fermer des BBS. Ce cybernationalisme s'inscrit en fait dans un répertoire de mobilisation très efficace qui consiste à ne pas formuler de récriminations contre les autorités, mais à se tourner vers elles pour obtenir gain de cause. Il s'agit de s'appuyer sur la rhétorique du Parti lui-même pour justifier des protestations, ce qui s'avère d'une grande efficacité. Ce répertoire n'est pas nouveau. Il est souvent utilisé par exemple par les paysans pour régler des conflits locaux. Cependant l'utilisation d'Internet donne une ampleur nouvelle aux protestations qui y sont relayées, en les affranchissant d'un cadre purement local.

Un outil de défense des droits

Dès 2003, le « scandale Sun Zhigang »¹³ prouve qu'Internet peut être le support de protestations efficaces à l'échelle nationale et sur des sujets très sérieux. Sun, un jeune graphiste nouvellement arrivé à Canton, a été arrêté et conduit dans un « centre de détention et de rapatriement » pour migrants car il ne pouvait pas produire de papiers en règle. Il est décédé dans des circonstances obscures trois jours plus tard. En quelques jours, ses proches ont réussi à faire connaître son cas sur Internet, son histoire a été reprise de manière extensive dans la presse, et de nombreux internautes ont exprimé leur indignation en ligne. Cette grande publicité a permis d'obtenir une enquête officielle et des condamnations très sévères. De plus, ce cas est rapidement devenu un prétexte pour dénoncer la situation des migrants en général et l'arbitraire policier dont ils sont l'objet dans les centres de détention et de rapatriement. Notamment, des ONG et des juristes se sont saisis du cas pour critiquer les bases juridiques de ce système. Finalement, la loi régissant ces centres a été modifiée, ce qui constitue un événement d'une importance cruciale.

Plusieurs éléments peuvent être soulignés dans le déroulement de ce scandale. Tout d'abord il ne s'agissait pas d'un sujet tourné a priori contre le régime politique dans son ensemble, mais au contraire de la dénonciation d'un cas particulier et local. De plus la trame narrative a permis de toucher un public nombreux, qui par ses réactions scandalisées a rendu d'autant plus visible le cas. Dès lors il est devenu impossible d'étouffer l'affaire qui avait déjà trop de visibilité. De plus les protagonistes ont rapidement trouvé un relais médiatique auprès de la presse traditionnelle. Les journalistes sont désormais aux aguets

13 Isabelle Thireau, et Hua Linshan, « De l'épreuve publique à la reconnaissance d'un public : le scandale Sun Zhigang », *Politix*, vol. 3, n° 71, 2005, p. 137-164.

de ce genre d'histoires, qui par leur caractère consensuel et par leur publicité déjà enclenchée leur autorisent une couverture plus osée. Enfin l'expertise de juristes, qui jouent le rôle de leaders d'opinions, et qui ont une influence non négligeable au sein de l'appareil politique, a permis d'opérer, dans un deuxième temps, une montée en généralité. Ce scandale a révélé l'existence d'une opinion publique en ligne, qui fait l'objet d'un jeu d'influences très complexe¹⁴, mais qui est capable de faire pression sur les autorités, ce qui est véritablement exceptionnel à l'époque.

Suite à cet exemple, Internet est devenu en Chine un répertoire de protestation privilégié, dans des situations de plus en plus diversifiées. Les victimes d'expropriations abusives ont trouvé une égérie en la personne de Wu Ping. En 2006, la photographie très spectaculaire de sa maison, isolée au milieu d'un chantier de construction, circule massivement et alerte l'opinion publique sur la corruption des municipalités et des promoteurs immobiliers. L'environnement est également un sujet très mobilisateur. En 2007, des habitants de Xiamen protestent pour arrêter l'installation d'une usine chimique à proximité des zones habitées (le projet PX). On ne compte plus le nombre de faits divers dont la publicité donnée par Internet a modifié l'issue.

Ce répertoire de protestation comporte des limites. Il reste de nombreux tabous, au premier rang desquels l'unité de la nation et la direction du pays par le Parti Communiste. La stratégie qui consiste à utiliser le discours des autorités contre elles-mêmes exclut bien entendu de défendre des causes trop radicales et elle contribue à canaliser les protestations au sein d'un nombre restreint de thématiques. Il en résulte qu'un grand nombre de protestations se déroulent sur le mode assez individualiste du NIMBY (*not in my backyard*). De plus les échanges en ligne sont souvent très virulents et les opinions minoritaires facilement marginalisées du fait du processus conflictuel et désordonné de formation de l'opinion publique en ligne.

Néanmoins la protestation en ligne n'est plus l'apanage des dissidents. Elle est désormais considérée comme un élément légitime du répertoire d'action de tout citoyen ordinaire, dès lors qu'il est victime d'une injustice. S'ils s'interdisent généralement de coordonner des manifestations ou de monter des associations plus formelles, les internautes n'hésitent plus à partager leur indignation en ligne.

C'est une donnée que les autorités, à tous les échelons du système administratif et politique, intègrent peu à peu. Il est devenu impossible de couvrir complètement certains scandales malgré la sophistication croissante des techniques de surveillance et de censure. L'idée d'une censure totalement efficace est peu à peu remplacée par la notion de « suffisamment efficace ». On peut, au fond, laisser la contestation exister à condition qu'elle soit confinée dans un statut marginal. Les autorités développent donc en parallèle des stratégies d'influence de l'opinion publique. Dès 2005 il est de notoriété publique que des dizaines de milliers de petites mains (des étudiants par exemple) sont rémunérés pour noyer les BBS sous les commentaires favorables au Parti. On les surnomme le « Parti aux 50 centimes », d'après le prix proposé pour chaque contribution postée. La surveillance d'Internet est un domaine prioritaire pour chaque département de chaque administration, dans chaque localité, non seulement pour faire interdire promptement les mots-clés adéquats, mais aussi

14 Voir l'analyse « multi-interactionniste » de Yang Guobin, *The power of the Internet in China : citizen activism online*, New York, Columbia University Press, 2009.

et surtout pour canaliser les protestations. Les autorités développent peu à peu des stratégies de « mise en récit » qui leur permettent de minimiser les dommages, par exemple en désignant des boucs-émissaires parmi les autorités locales ou en faisant apparaître les côtés sombres d'un plaignant pour lui retirer le soutien de l'opinion publique.

Prenons l'exemple des émeutes causées par la mort d'une jeune fille à Wengan (Guizhou) en 2008. La police a conclu à un suicide, mais une rumeur s'est vite répandue selon laquelle le fils d'un membre du Parti l'aurait violée et assassinée. Une manifestation a été organisée pour réclamer la vérité, mais elle a dégénéré en une émeute au cours de laquelle des milliers de personnes ont mis le feu au bureau de police. De nombreuses images ont été prises et rapidement postées en ligne, interdisant d'étouffer l'affaire. C'est à ce stade que les événements ont pris une tournure relativement nouvelle. Le secrétaire du Parti de la province du Guizhou, après plusieurs jours d'inertie, s'est rendu sur place et a désavoué les autorités municipales qu'il avait soutenues dans un premier temps. Des mesures disciplinaires ont été prises contre les responsables de l'émeute mais aussi contre trois officiels locaux. Par la suite, l'enquête a été rendue publique pour apaiser les rumeurs. Ce traitement de la situation est emblématique du changement des règles du jeu. La consigne officielle est désormais de publier tout de suite les mauvaises nouvelles plutôt que de les voir publiées par d'autres, tout en assurant un cadrage très serré de leur mise en récit.

Crispation devant l'avènement d'une culture populaire critique et satirique

Aujourd'hui, le discours critique et l'ironie s'imposent plus que jamais comme des éléments de la culture populaire de la jeunesse chinoise, qui a massivement adopté Internet. Les jeux de mots, au départ utilisés pour contourner les logiciels de blocage, donnent lieu à un véritable concours de créativité aux dépens de la crédibilité du discours officiel. Par exemple les internautes chinois s'amuse à détourner le vocabulaire de la propagande gouvernementale sur la construction d'une « société harmonieuse » : un billet n'est pas effacé sur un blog, il est « harmonisé ». Début 2009, lors d'une grande opération de lutte contre les sites pornographiques et contre « la vulgarité », est sorti un clip vidéo mettant en scène un animal, nommé Caonima, qui s'écrit « cheval d'herbe et de boue » mais qui se prononce à peu près comme « nique ta mère ». Caonima est rapidement devenu une sorte de mascotte du web chinois. Le divertissement en ligne prend des formes souvent satiriques et critiques, ce qui permet de le comparer à une forme de « carnaval »¹⁵.

Il est désormais devenu impensable de priver les internautes chinois de cet espace d'expression et de divertissement, aussi irritant soit-il du point de vue des autorités. L'accès à cet Internet diversifié, ludique, et relativement ouvert à la satire est un élément de la promesse de « modernisation » sur laquelle repose en partie la légitimité du Parti Communiste Chinois. Un épisode en particulier souligne à quel point les internautes tiennent pour acquis cet espace d'expression en ligne. Fin mai 2009, le gouvernement a annoncé son intention de rendre obligatoire la livraison d'un logiciel de filtrage avec tout nouvel ordinateur. Ce logiciel, appelé « Barrage Vert de Protection de la Jeunesse », et présenté comme un logiciel de contrôle parental, filtre les contenus pornographiques, mais aussi des contenus politiques et ce, avant même qu'ils ne soient publiés en ligne. Les

15 David Kurt Herold, et Peter Marolt (ed), *Online Society in China: Creating, Celebrating, and Instrumentalising the Online Carnival*, New York, Routledge, 2011.

internauts chinois ont dénoncé de manière très virulente cette tentative d'intensification du contrôle jusque dans leur machine. Devant le tollé, les autorités ont finalement dû retirer le projet, démontrant ainsi que la censure a désormais une acceptabilité limitée en Chine.

Cependant les grands interdits n'en sont pas moins réaffirmés très fermement par les autorités, tout particulièrement dans un contexte où le développement d'une culture numérique au sein des jeunes générations est reconnu comme un facteur majeur d'instabilité politique.

Depuis la préparation des Jeux Olympiques de 2008, la notion de *soft power* est particulièrement présente dans les discours officiels. Alors que la Chine ouvre des centres Confucius partout dans le monde, l'opinion publique chinoise est devenue l'objet d'une attention renforcée. Les notions de « guidage » ou de « direction » de l'opinion publique sont désormais des théories très articulées que les dirigeants, au premier rang desquels le président Hu Jintao, reprennent dans tous leurs discours¹⁶, et dont l'importance est réaffirmée en 2010 par la publication d'un *White Paper on the Internet in China*.

En effet cette attention proclamée à l'opinion publique ne signifie en aucun cas un relâchement de la censure. En cas de crise grave, des mesures particulièrement sévères sont prises pour couper court aux conflits. Par exemple, en 2009, des émeutes ont eu lieu dans la province du Xinjiang, en réaction au lynchage d'un groupe d'Ouighours accusés de viol dans une usine de la province du Guangdong. Devant la violence des propos diffusés en ligne et celle des lynchages qui ont eu lieu hors ligne, les communications Internet et les téléphones mobiles ont été complètement coupés au Xinjiang pendant plusieurs semaines.

En 2010, l'attribution du Prix Nobel de la Paix au Chinois Liu Xiaobo, qui a attiré l'attention mondiale sur la question de la liberté d'expression en Chine, et plus encore le Printemps Arabe début 2011, ont conduit les autorités chinoises à prendre des mesures particulièrement sévères. Le Printemps Arabe a probablement alerté les autorités chinoises sur l'importance politique de la naissance d'une culture populaire propre à la jeune génération. En Chine aussi, des appels à « se promener » pour lancer une « révolution du Jasmin » ont été lancés dans plusieurs villes chinoises, mais la police s'est déplacée plus massivement que les manifestants. Une vague d'arrestations très importante a été menée au printemps 2011, tout particulièrement dans les milieux de la culture, avec comme figure de proue l'artiste et blogueur provocateur Ai Weiwei.

Depuis, les annonces sur le renforcement du contrôle d'Internet se succèdent, avec par exemple la mise en place du *China Internet Information Office*, qui centralise des responsabilités auparavant réparties sur plusieurs ministères, et en octobre 2011 une vague de fermeture de sites illégaux suivie d'un communiqué sur la surveillance des plateformes de micro-blog, qui annonce vouloir « renforcer le guidage et le contrôle des réseaux sociaux et des outils de messagerie instantanée, réguler la distribution d'informations en ligne et cultiver un environnement Internet civilisé et rationnel ». A l'heure où la « culture » est l'un des thèmes centraux de la sixième réunion plénière du Comité Central du Parti Communiste Chinois, ces différentes annonces soulignent une reprise en main très sévère de l'opinion publique en ligne.

16 Voir David Bandurski, « All in favor of culture, say 'Aye' », *China Media Project*, 2011. <http://cmp.hku.hk/2011/10/26/16743/>.

La culture populaire carnavalesque des jeunes internautes chinois est donc prise très au sérieux par les autorités, tout autant, désormais, que les répertoires de protestation des dissidents et des défenseurs des droits des citoyens.